

# J'aimerais bien dire à la crise qui arrive...

Je veux dire à la crise qui arrive que nous sommes là et que nous résisterons.

Le laisser-faire est la folie qui nous conduit vers cette situation alarmante.

Les dirigeants politiques ont été et sont dans un déni total de la réalité en nous convertissant à l'argent facile de la finance de l'ombre.

Le résultat sera une fulgurante déflagration financière qui laminera des économies entières, des nations. La prochaine crise sera pire que celle de 2008 et se positionnera à 254 000 milliards d'euros.

Au travers ce qu'on appelle la crise des gilets jaunes s'exprime l'émotion, le ressenti des Français et vise à dénoncer les effets néfastes pressentis de l'argent facile. Les plus fragiles de nos concitoyens savent déjà dans leur quotidien que l'argent vaut de moins en moins.

Nous allons tous faire naufrage. Et chacun doit payer son écot à la société.

Qu'en est-il du rôle de l'Etat ?

Il est devenu hyper régulateur et s'est transformé en exportateur financier.

Tout dans notre économie est devenu « low » : low taux, low salaires, ....seule la misère ne sera pas low. Il semblerait que les chiffres des analyses aient adopté cette étrange et dangereuse tendance low.

Est-ce qu'on ne voit rien ou est-ce qu'on ne veut rien voir de l'urgence lorsqu'on constate qu'aux USA une hausse du déficit budgétaire de 77% par rapport à 2018 a été enregistrée. Dans les deux cas, les experts nient l'urgence et pas de réaction observée...

L'examen de la situation de la France mérite de l'honnêteté. Avec un taux de 1,5 % de croissance une annonce de la reprise de l'économie est une fausse annonce. Je dénonce et affirme que la tendance est à la décroissance. L'analyse claire des chiffres montrent 0,3% de croissance rêvée au premier trimestre 2019. Le chiffre de 1,5% de croissance annuelle nous parle d'une baisse par rapport à 2018 et 2017. La courbe de la trajectoire économique n'est donc pas celle de la réelle croissance que l'on nous vend.

Qu'en est-il du pouvoir d'achat qui aurait été injecté et qui aurait dû entraîner un regain de consommation ? L'effet attendu ne s'est pas produit car dans la réalité le Français qui le peut encore essaie d'épargner en prévision d'un futur incertain annoncé.

La dynamique ne se crée pas en et bute sur des problèmes structurels franco-français. Le taux de chômage est structurel. Les responsables politiques annoncent la reprise et les entreprises rencontrent des difficultés à embaucher. Il nous manque de l'invention, de l'innovation, il nous manque les moteurs de la relance et la confiance.

Je m'interroge et demande où est la croissance quand on peut constater que dans le domaine du commerce extérieur le ratio français exportation sur PIB reste faible et que pour les entreprises les gains de productivité restent également incroyablement faibles.

Donc où est la croissance ?

Je cherche la croissance.

Les problèmes sont tragiques, le baril de poudre financier est sur le point d'exploser.

La France doit se préparer avant l'explosion de la bulle des dettes. En sortant du déni et en parlant vrai et honnête en économie.

Je trouve scandaleux qu'en France, soient posées autant de barrières à l'initiative d'entreprendre. Il est important de faciliter le développement de l'investissement mais il est important aussi que les entreprises participent à hauteur raisonnable à la contribution au budget de l'Etat. Il est important aussi que l'Etat opte pour de vraies économies réalistes mais qu'il n'intervienne plus au travers de participations dans des entreprises privées.

La France doit se préparer sur cette base. Il faut en finir avec le surplus d'argent injecté par les banques centrales, argent qui n'arrive jamais au niveau de l'économie réelle mais dans les caisses des banques qui l'ont transformé en emprunt d'Etat. La conséquence est que les Etats ont emprunté de plus en plus et trop.

C'est la combinaison de ces deux éléments qui a créé la dette abyssale. 254'000 milliards d'euros.

Les Etats ont profité de cette situation, les entreprises et les ménages ont emprunté à bon marché. Cela s'avère être un drame.

La crise du surendettement est arrivée au niveau mondial. Pour rembourser cette dette dite publique, les Etats peuvent augmenter les revenus par le biais des impôts ou baisser les dépenses de l'Etat en diminuant les services publics. Cela pose problème. Nous nous trouvons à l'heure actuelle dans une situation où les banques centrales, les banques privées et les gouvernements se retrouvent tous liés et interdépendants. Par conséquent, lorsqu'une difficulté de quel ordre que ce soit apparaîtra, les trois partenaires seront concernés. Le présage de l'imminence d'une crise financière trente fois plus puissante que celle de 2008 affectera tous les citoyens avec une force considérable.

A ce jour environ 10% du bilan des banques est en « bons d'Etat » avec une pondération de 0% sans garantie. Les banques privées que nous connaissons ont tout intérêt à le faire car cela ne leur coûte rien en fonds propres et délivre de grasses marges.

La réglementation financière (Bale III) a réglé les dérèglements de 2008, nous sommes en 2019 et le problème est qu'il n'y a pas de réglementation contre les dérèglements de 2019. Le seul élément de réglementation qui aurait pu réduire cet appétit d'emprunt public des Etats n'a pas été proposé pour des raisons purement politiques. Pour exemple les dettes de l'Etat américain a augmenté de 77% sur les 3 premiers mois de cette année. A mon avis, cela va encore faire augmenter aux USA le coût des emprunts et entraîner la finance mondiale dans une spirale mondiale. Dès que les USA seront en récession c'est le monde entier qui sera en difficulté dont l'Europe et la France avec un effet direct sur la consommation des ménages.

Alors que faut-il faire ?

La première des choses à faire est de dire la vérité. La vérité aux Français, oui, elle leur est due par respect, par respect de leur travail aussi.

L'heure n'est plus au silence, l'heure n'est plus aux mensonges. L'heure est venue d'apprendre à reconnaître les erreurs. Nous nous trouvons au bord du précipice, lequel d'entre nous a envie de vivre l'expérience de la voltige s'il n'en fait pas le choix ?

Il y a urgence à adopter une série de mesures imposées. Elles devront être équitables.

A ce stade il est important de souligner que les entreprises ne paient quasiment pas d'impôts et c'est pourquoi la participation des entreprises au budget de l'Etat reste proportionnellement trop faible. Il faudra donc en urgence remonter ce taux de participation, en revanche il faut faire diminuer au plus vite les charges sociales qui elles sont indécemment trop élevées.

En ce qui concerne la tension française entre les riches et les pauvres (y compris la classe moyenne) il faut recréer l'équilibre de participation privée à la bonne marche de la nation en créant une tranche supplémentaire pour les salaires annuels de plus d'un million d'euros.

La combinaison de ces deux éléments permettra rapidement de remonter les revenus de notre Etat et de le libérer progressivement de sa dette.

Un élément fondamental sera le désengagement de l'Etat du secteur privé pour n'agir que sur le cadre économique et non l'impliquer directement au travers de participations dans des entreprises.

La responsabilité des hommes de bien qui savent est engagée. C'est par leur inaction que la bulle financière explosera.